

tenue sous la présidence de Monsieur Radureau, assisté(e)
de Madame Villebesseix et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Vennéguès, Rapporteur public
Monsieur Josserand, Greffier

09 heures 45

01)	DOSSIER N° 2203699	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler la décision du 2 juin 2022 par laquelle le maire de la commune de Saint-Philibert a refusé de leur délivrer une attestation selon laquelle ils bénéficieraient tacitement d'un permis de construire une maison individuelle sur un terrain situé Domaine des Pins enregistré sous le n° PC5623318T0014	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS CORNET VINCENT SEGUREL (CVS)
Défendeur	Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS GS ASSOCIES 2 (Cour)
	COMMUNE DE SAINT PHILIBERT	COLAS ADRIEN
02)	DOSSIER N° 2204595	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC5616221L0167 du 28 mars 2022 par lequel le maire de la commune de Ploemeur a accordé un permis de construire une maison individuelle sur un terrain situé * rue Duguay Trouin, lieudit * ainsi que l'arrêté de permis de construire modificatif n° PC5616221L0167M01 du 24 novembre 2023 portant sur la hauteur du muret de la terrasse à l'étage	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	COLAS ADRIEN
	Madame	COLAS ADRIEN
	Monsieur et Madame	COLAS ADRIEN
Défendeur	COMMUNE DE PLOEMEUR	SOCIETE D'AVOCATS LAZARE
	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS ARCIANE

09 heures 45

03)	DOSSIER N° 2204495	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demande d'annuler le certificat d'urbanisme n° CU5623322T0025 du 8 juillet 2022 par lequel le maire de la commune de Saint-Philibert a certifié que le terrain, cadastré section AX n° 146, situé 7 rue des Genêts ne pouvait pas être utilisé pour la réalisation d'une habitation à l'étage	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître JEAN-MEIRE Pierre
Défendeur	COMMUNE DE SAINT PHILIBERT	COLAS ADRIEN
04)	DOSSIER N° 2206478	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 28 octobre 2022 par laquelle le maire de la commune du Palais a exercé le droit de préemption urbain sur la parcelle, cadastrée section ZI n° 111, située lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL LA HETRAIE	EDIFICES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DU PALAIS	SOCIETE D'AVOCATS PAUL-AVOCATS
	Monsieur	
	Madame	
	Madame	
05)	DOSSIER N° 2303019	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PA05615222Q0004 du 5 avril 2023 par lequel le maire de la commune du Palais a refusé d'accorder un permis d'aménager un lotissement comprenant 11 lots sur un terrain situé lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL LA HETRAIE	EDIFICES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DU PALAIS	SOCIETE D'AVOCATS PAUL-AVOCATS

09 heures 45

06)	DOSSIER N° 2201032	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC05614321Y0043 du 27 décembre 2021 par lequel le maire de la commune de Muzillac a accordé un permis de construire une maison individuelle sur un terrain situé impasse Marie Le Franc, lotissement le Clos des Hortensias	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI LA SERVIONNETTE	Maître BOSCARIOL David (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MUZILLAC Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS AVOXA
07)	DOSSIER N° 2200944	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° DP5625821T0083 du 7 septembre 2021 par lequel le maire de la commune de La Trinité-sur-Mer ne s'est pas opposé à la déclaration préalable présentée en vue du ravalement des façades de la maison d'habitation située * rue des Frères Kermorvant	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS P. & A.
Défendeur	Monsieur et/ou Madame COMMUNE DE LA TRINITE-SUR-MER Madame	SOCIETE D'AVOCATS P. & A. CABINET D'AVOCATS COUDRAY

09 heures 45

08)

DOSSIER N° 2203164

RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix

Titre de l'affaire Demandant d'annuler l'arrêté n° DP5612121L0542 du 21 janvier 2022 par lequel le maire de la commune de Lorient ne s'est pas opposé à la déclaration préalable présentée pour le remplacement des fenêtres, la transformation d'une fenêtre en porte-fenêtre et la création d'une terrasse surélevée sur un terrain situé * rue de Kerolay

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Monsieur et/ou Madame

Maître CHANET Maud (Cour)

Défendeur

COMMUNE DE LORIENT
Monsieur

Arrêté le 25/10/2024

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Radureau, assisté(e)
de Madame Villebesseix et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Vennéguès, Rapporteur public
Monsieur Josserand, Greffier

11 heures 15

01)	DOSSIER N° 2005841	RAPPORTEUR: Monsieur Christophe Radureau
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC5601320T0005 du 10 août 2020 par lequel le maire de la commune de Belz a accordé un permis de construire une maison individuelle sur un terrain situé rue Pierre Lofficial	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BELZ	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
	Madame	SOCIETE D' AVOCATS DOME
02)	DOSSIER N° 2103940	RAPPORTEUR: Monsieur Christophe Radureau
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC5601320T0005M01 du 21 octobre 2020 par lequel le maire de la commune de Belz a accordé un permis de construire modificatif portant sur l'ajout d'un pare-vue en limite est et la rectification des limites cadastrales du projet de construction d'une maison individuelle sur un terrain situé rue Pierre Lofficial	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BELZ	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
	Madame	SOCIETE D' AVOCATS DOME

11 heures 15

03)	DOSSIER N° 2105089	RAPPORTEUR: Monsieur Christophe Radureau
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC5601321T0020 du 9 août 2021 par lequel le maire de la commune de Belz a accordé un permis de construire une maison individuelle avec garage sur un terrain situé lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BELZ	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
	Monsieur	SOCIETE D' AVOCATS DOME
04)	DOSSIER N° 2203273	RAPPORTEUR: Monsieur Christophe Radureau
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC5601321T0020M01 du 11 avril 2022 par lequel le maire de la commune de Belz a accordé un permis de construire modificatif portant sur l'extension ainsi que l'implantation altimétrique et les hauteurs du projet de construction d'une maison individuelle avec garage sur un terrain situé lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE DANTEC Marie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BELZ	
	Monsieur	SOCIETE D' AVOCATS DOME
05)	DOSSIER N° 2203063	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° DP0290752100359 du 28 janvier 2022 par lequel le maire de la commune de Guipavas ne s'est pas opposé à la déclaration préalable présentée en vue de la réalisation d'une piscine sur un terrain situé * rue André Chénier	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS GRANGE MARTIN RAMDENIE
Défendeur	COMMUNE DE GUIPAVAS	SOCIETE D'AVOCATS AVOXA
	Monsieur et/ou Madame	Maître RAJJOU David

11 heures 15

06)	DOSSIER N° 2202113	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC05623421W0068 du 27 octobre 2021 par lequel le maire de la commune de Carnac a accordé un permis de construire une maison individuelle sur un terrain situé * rue du Pô	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DUBREUIL Thomas
Défendeur	COMMUNE DE CARNAC SCI BERGEREL	MAUDET-CAMUS (Cour)
07)	DOSSIER N° 2206294	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC0290192200151 du 8 novembre 2022 par lequel le président de Brest métropole a accordé un permis de construire en vue du changement de destination d'un commerce en logement et de la création d'une surélévation sur un terrain situé * rue Yves Giloux à Brest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître VALLANTIN Bertrand
Défendeur	BREST METROPOLE Madame	
08)	DOSSIER N° 2205076	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 3 février 2022 par laquelle l'inspectrice du travail du Finistère a refusé de délivrer l'autorisation de procéder au licenciement d'une salariée détenant un mandat de représentante titulaire au comité social et économique	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS YER BREIZH	SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES Madame	SOCIETE D'AVOCATS LBBA
Observateur	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

11 heures 15

09)	DOSSIER N° 2200967	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la délibération du 28 septembre 2021 par laquelle le conseil municipal de la commune de Concarneau a adopté la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 1 du plan local d'urbanisme communal concernant l'aménagement de la friche de l'ancienne gare	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE CONCARNEAU	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
10)	DOSSIER N° 2305126	RAPPORTEURE: Madame Juliette Villebesseix
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PA290392200004 du 29 décembre 2022 par lequel le maire de la commune de Concarneau a accordé un permis d'aménager un lotissement comportant 16 macro-lots sur un terrain situé * rue des Jardins	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE CONCARNEAU SAFI FINISTERE HABITAT	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

Arrêté le 25/10/2024

Le président du tribunal